

Émancipation

Une orientation anticapitaliste pour combattre Macron et sa politique

La politique destructrice de Macron a été massivement refusée par les luttes et lors des élections récentes. Malgré cela, après avoir prolongé les "démissionnaires" pour maintenir sa politique réactionnaire à coup de décrets, il a investi un gouvernement Barnier qui est encore plus à droite, adoubé par le RN et déjà son otage. C'est donc une offensive d'une ampleur sans précédent contre le monde du travail qui se prépare. Sous couvert de "dette publique", le prochain budget lance un plan d'austérité massif dans la fonction publique, et vise à nouveau la protection sociale. Ce pouvoir est illégitime, aucun "dialogue social" n'est de mise avec lui. Macron prétend appliquer jusqu'au bout les exigences de la bourgeoisie et du système capitaliste : ce système, fondé sur la concurrence économique, n'engendre qu'inégalités, destruction de l'environnement et dérèglement climatique, guerres impérialistes dans le monde entier. Il entend démanteler tout ce qui fait obstacle aux profits : garanties collectives, services publics dont l'école, égalité des droits, équilibres écologiques... jusqu'aux libertés fondamentales. Ces politiques impliquent un État autoritaire : militarisme, violence du pouvoir et progression – jusqu'aux portes du pouvoir - de l'extrême droite vont de pair. Dans cette situation instable, tout peut arriver.

Mais des luttes et résistances s'organisent pour construire un autre avenir : luttes des travailleur·es y compris précaires, des jeunes, des femmes et minorités de genre, des écologistes (telles que les "Soulèvements de la terre"), des populations discriminées qui subissent le racisme. Elles peuvent prendre une dimension mondiale, comme le mouvement de solidarité durable avec le peuple palestinien. Elles montrent la volonté populaire de prendre en main son avenir : **l'auto-organisation des exploité.es et des opprimé.es constitue la clef pour organiser les luttes nécessaires, et pour porter la perspective d'une rupture avec la société capitaliste.**

Dans cette situation, la codirection "Unité&Action/École Émancipée" de la FSU persiste dans une stratégie institutionnelle d'appareil : rester un "partenaire social" dans le cadre du système actuel, avec d'incessantes "concertations" où le gouvernement enferme les syndicats, ce qui facilite l'application de sa politique. La seule "alternative politique" envisagée étant celle d'une très hypothétique alternance électorale "de gauche" en 2027.

Émancipation propose une autre orientation : partir de revendications immédiates articulées à un projet de rupture avec le capitalisme. C'est la meilleure voie pour gagner sur les revendications, et donc aussi pour faire reculer l'extrême-droite.

Face à la paupérisation, au travail empêché, à la déconsidération... agir pour un plan d'urgence !

Il s'agit de lutter contre la précarité, la relégation des quartiers populaires et des zones rurales, pour les services publics :

1) retrait / abrogation de toutes les contre-réformes destructrices de Macron, et combattues par les personnels : dans l'Éducation nationale, la fonction publique, lois liberticides, loi sur l'immigration...

2) pour une plateforme revendicative unifiante :

- création de tous les emplois nécessaires, à commencer par les services publics.

- fin de la précarité et de l'austérité salariale : réemploi et titularisation immédiate et sans conditions de tou.tes les non-titulaires, défense des garanties statutaires et un vrai statut pour tou.tes, l'alignement par le haut des conditions de travail et de service ; indexation des salaires sur l'inflation et leur augmentation uniforme (400 euros en points d'indice) ; un salaire minimum à 1700 euros net.
- abrogation de la contre-réforme des retraites, retour à la retraite complète (75% du dernier salaire) à 55/60 ans.
- retrait de la réforme de l'assurance chômage, gratuité des besoins essentiels (alimentation, transports, eau et électricité...).

Ces revendications sont incompatibles avec la politique gouvernementale, et notamment avec le budget en préparation.

Pour une école publique, démocratique et égalitaire

L'école est au cœur des projets de société y compris de l'extrême droite. Elle doit être au cœur de nos luttes, avec des revendications immédiates :

- abrogation de toutes les contre-réformes de Macron, qui asservissent l'école aux besoins du capitalisme, embrigadent la jeunesse et attaquent les statuts : "pacte enseignant", "choc des savoirs", Service national universel, Parcoursup, réformes des lycées (généraux, technologiques et professionnels)... Tou.te.s les jeunes titulaires du bac doivent pouvoir poursuivre leurs études dans les filières de leur choix, à l'abri de la précarité par un revenu décent pour chaque étudiant.e.
- baisse des effectifs par classe, créations massives de postes de toutes catégories ;
- défense de la liberté pédagogique, qui permet des pratiques collectives fondées sur la coopération et non la compétition ;

Ce serait un premier pas vers une école laïque et émancipatrice pour toutes et tous, sans hiérarchie entre les savoirs, fondée sur des diplômes et programmes nationaux :

- le droit à l'éducation pour tou.tes et l'accueil de tout.es les enfants à besoins particuliers avec les moyens nécessaires,
- en allant vers une scolarité sans orientation précoce jusqu'à la classe de Terminale et vers un lycée unifié polytechnique, à l'inverse du tri social actuel. Tout.e jeune doit pouvoir développer ses potentialités dans tous les domaines, et pas seulement son "employabilité".

Laïcité

La dérive d'établissements privés comme Stanislas à Paris, rappelle qu'ils organisent le séparatisme social. Défendre la laïcité ce n'est pas imposer un ordre moral xénophobe et diviseur, c'est : la défense de la loi de 1905, l'abrogation de tous les dispositifs anti-laïques (loi Debré) et de la loi "séparatisme". Une école émancipatrice et unifiée nécessite la nationalisation laïque de l'enseignement privé sous contrat.

L'action syndicale au service des luttes, pour changer la société !

Une école démocratique implique un changement de société, car ce sont les besoins du capitalisme qui sont à l'origine de toutes les régressions. Pour cela, le syndicalisme peut être un outil important :

- en dépassant ce qui freine l'unité des luttes : construisons à partir de la base une organisation unifiée en partant des différentes structures de lutte, fondée sur 1/ des structures syndicales locales regroupant toutes les catégories, sur un même lieu de travail, 2/ un fonctionnement démocratique avec notamment le droit de tendance.

- en construisant les solidarités : soutien et popularisation des luttes existantes, organisation de la solidarité (caisses de grève). Cette solidarité collective est aussi nécessaire pour faire face à la répression qui touche en premier lieu la jeunesse et les quartiers populaires, et aux offensives d'extrême-droite.
- en favorisant la **démocratie dans les luttes** : AG intersyndicales et souveraines des personnels dans les établissements, qui se coordonnent à tous les niveaux.
- en encourageant les **convergences à la base entre le mouvement syndical et les luttes** qui combattent le capitalisme : "Soulèvements de la terre", luttes antiracistes et féministes, contre les violences policières...
- en impulsant de manière concrète des **pratiques de solidarité internationaliste**, par le soutien aux droits des peuples (Kanaky, Palestine, Ukraine...). Les mobilisations comme celles de "Stop Arming Israël" (qui milite pour l'arrêt des livraisons d'armes à l'Etat israélien) montrent que c'est possible !

Féminisme

La question de la grève féministe prend de l'ampleur. Cette perspective doit être construite par des AG, des réunions d'information, sur les lieux de travail et avec les nombreux collectifs auto-organisés. Sur ce sujet, comme pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, et pour les droits des personnes LGBTQIA+, généralisons dans tous les départements des commissions syndicales non-mixtes.

- en participant à la lutte contre le racisme, sur une base internationaliste : annulation de la dette des pays dominés, arrêt de la "Françafrique" et du néo-colonialisme, régularisation de tou.tes les sans-papiers, accueil de tou.tes les exilé.es.

Ce syndicalisme est indispensable, mais ne se construira pas sans vous : nous vous appelons à y participer, par votre vote mais aussi en nous rejoignant.

VOTEZ ÉMANCIPATION

Pour tout contact : tendance.emancipation@gmail.com, www.emancipation.fr